

VARENNE SELECTION

FIA

DIC, PROSPECTUS et REGLEMENT

PROSPECTUS

10/01/2024

I – CARACTERISTIQUES GENERALES

FORME DU FONDS

VARENNE SELECTION est un Fonds Professionnel à Vocation Générale. Il n'est pas soumis aux mêmes règles que les Fonds d'Investissement à Vocation Générale (ouverts à des investisseurs non professionnels) et peut donc être plus risqué. Seules les personnes mentionnées à la rubrique « souscripteurs concernés » peuvent acheter des parts du FIA VARENNE SELECTION.

- **Dénomination:** VARENNE SELECTION

- **Forme juridique:** Fonds d'Investissement Alternatif - FIA - de droit français

- **Date de lancement et durée d'existence prévue:** Le FIA a été lancé le 1er décembre 2006 pour une durée de 99 ans.

- **Code CFI:** CIOGLY

□ **Synthèse de l'offre de gestion:**

Code ISIN	Affectation sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de souscription initiale
Part A-EUR FR0010392225	Résultat net : Capitalisation Plus-values nettes réalisées : capitalisation	Euro	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF	Du montant en euros correspondant à 1 part ou 100 000 euros selon le profil du souscripteur (Valeur origine 100 euros)
Part P-EUR FR0013246741			Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF.	Du montant en euros correspondant à 1 part ou 100 000 euros selon le profil du souscripteur (Valeur origine 100 euros)
			Principalement gérants d'assurance vie en unité de compte ou professionnels de la gestion mobilière	
Part A-USD FR0013358769		Dollar	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF qui souhaitent bénéficier d'une couverture systématique et totale en USD contre le risque de change EUR/USD	Du montant en dollars correspondant à 1 part ou 100 000 dollars selon le profil du souscripteur (Valeur origine 100 dollars)
Part P-USD FR0013358777			Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF. Principalement gérants d'assurance vie en unité de compte ou professionnels de la gestion mobilière qui souhaitent bénéficier d'une couverture systématique et totale en USD contre le risque de change EUR/USD	Du montant en euros correspondant à 1 part ou 100 000 dollars selon le profil du souscripteur (Valeur origine 100 dollars)
Part P-GBP FR0013401064		Livre sterling	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF. Principalement gérants d'assurance vie en unité de compte ou professionnels de la gestion mobilière qui souhaitent bénéficier d'une couverture systématique et totale en GBP contre le risque de change EUR/GBP	Du montant en euros correspondant à 1 part ou 100 000 livres sterling selon le profil du souscripteur (Valeur origine 100 livres sterling)
Part P-JPY FR0014004FC1		Yen	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF. Principalement gérants d'assurance vie en unité de compte ou professionnels de la gestion mobilière qui souhaitent bénéficier d'une couverture systématique et totale JPY contre le risque de change EUR/JPY	Du montant en euros correspondant à 1 part ou 15 000 000 yen selon le profil du souscripteur (Valeur origine 15 000 yen)
Part P-CHF FR0014004FD9		Franc Suisse	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF. Principalement gérants d'assurance vie en unité de compte ou professionnels de la gestion mobilière qui souhaitent bénéficier d'une couverture systématique et totale en CHF contre le risque de change EUR/CHF	Du montant en euros correspondant à 1 part ou 100 000 francs suisses selon le profil du souscripteur (Valeur origine 100 francs suisses)

Part I-EUR FR0012768836	Résultat net : Capitalisation Plus-values nettes réalisées : capitalisation	Euro	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF	Souscription initiale : 10 000 000 euros (Valeur origine : 1000 euros) Souscription ultérieure : 1 part
Part I-USD FR0013263472		Dollar	Investisseurs définis à l'article 423-2 du RGAMF qui souhaitent bénéficier d'une couverture systématique et totale en USD contre le risque de change EUR/USD	Souscription initiale : 10 000 000 dollars (Valeur origine : 1000 dollars) Souscription ultérieure : 1 part
Part S FR00140025K7		Euro	Part réservée aux salariés, dirigeants, actionnaires et sociétés holding qu'ils contrôlent	Du montant en euros correspondant à 1 part (Valeur origine : 1000 euros)

□ **Indication du lieu où l'on peut se procurer les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs :**

Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

VARENNE CAPITAL PARTNERS
42, avenue Montaigne
75 008 Paris – France
E-mail: contact@varennecapital.com

LES ACTEURS

□ **Société de Gestion :** La société de gestion a été agréée le 28 avril 2006, par l'AMF, sous le numéro GP 06 000004 en qualité de société de gestion de portefeuille – agrément dit général :

VARENNE CAPITAL PARTNERS
42, avenue Montaigne
75 008 Paris – France

La Société de Gestion dispose de fonds propres, au-delà des fonds propres réglementaires, lui permettant de couvrir les risques éventuels au titre de sa responsabilité pour négligence professionnelle à l'occasion de la gestion de ce Fonds Professionnel à Vocation Générale.

□ **Dépositaire et gestionnaire du passif :**

CACEIS Bank,
Société Anonyme
Siège social : 89-91 rue
Gabriel Péri, 92120
Montrouge, France
Adresse Postale : 12 place
des Etats Unis, CS 40083-
92549 Montrouge CEDEX

Activité principale : Établissement de crédit prestataire de services d'investissement, agréé par le Comité des Établissements de Crédits et des Entreprises d'Investissement (le « CECEI ») le 1er Avril 2005,

Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la Réglementation applicable, de la garde des actifs, de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPC.

Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous délégataires de CACEIS Bank et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de CACEIS : www.caceis.com.

Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande.

□ **Etablissement en charge de la centralisation des ordres de souscription et de rachat par délégation de la Société de Gestion :**

CACEIS Bank, Société Anonyme,
Siège social : 89-91 rue
Gabriel Péri, 92120
Montrouge, France
Adresse Postale : 12 place
des Etats Unis, CS 40083-
92549 Montrouge CEDEX

Établissement de crédit prestataire de services d'investissement, agréé par le CECEI le 1er Avril 2005.

□ **Commissaires aux comptes :**

RSM Paris
26, rue Cambacérès
75008 Paris - France

Représenté par Mohamed BENNANI

□ **Commercialisateur :**

VARENNE CAPITAL PARTNERS
42, avenue Montaigne
75008 Paris – France

La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive.

□ **Délégué de la gestion administrative et comptable :**

CACEIS Fund Administration,
Société Anonyme,
Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri,
92120 Montrouge, France
Adresse Postale : 12 place des Etats
Unis, CS 40083- 92549 Montrouge
CEDEX

CACEIS Fund Administration est l'entité du groupe CREDIT AGRICOLE spécialisée sur les fonctions de gestion administrative et comptable des OPC pour une clientèle interne et externe au groupe.

A ce titre, CACEIS Fund Administration a été désignée par la Société de Gestion, en qualité de gestionnaire comptable par délégation pour la valorisation et l'administration comptable du Fonds. CACEIS Fund Administration a en charge la valorisation des actifs, l'établissement de la valeur liquidative du Fonds et des documents périodiques.

Dans le cadre de la politique de gestion des conflits d'intérêt élaborée par la Société de gestion la présente délégation n'a pas fait apparaître de situation susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêt.

□ **Conseiller :** Néant

□ **Personne s'assurant que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise :**

Toute personne commercialisant ce FIA aura la responsabilité de s'assurer que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respectés et que ces derniers ont reçu l'information requise.

CARACTERISTIQUES GENERALES

□ Caractéristiques des parts ou actions :

- Nature du droit attaché aux parts : Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FIA proportionnel au nombre de parts possédées.
- Inscription à un registre ou précision des modalités de tenue du passif : La tenue du passif est assurée par le dépositaire. Les parts du FIA sont enregistrées auprès d'Euroclear.
- Droits de vote : Le fonds commun de placement étant une copropriété de valeurs mobilières, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues, les décisions étant prises par la société de gestion.
- Une information sur les modifications du fonctionnement du FIA est donnée aux porteurs soit individuellement, soit par voie de presse, soit par tout autre moyen conformément à la réglementation applicable.
- Forme des parts : parts au porteur
- Décimalisation : Les parts du FIA sont décimalisables en millièmes de parts.

□ Date de clôture : Dernier jour de bourse de Paris du mois de décembre de chaque année.

□ Indications sur le régime fiscal : Le FIA est éligible au Plan d'Epargne en Actions (P.E.A).

La qualité de copropriété de valeurs mobilières place le fonds de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés. En outre, la loi exonère les plus-values de cessions de titres réalisées dans le cadre de la gestion du FIA, sous réserve qu'aucune personne physique, agissant directement ou par personne interposée, ne possède plus de 10 % de ses parts (article 105-0 A, III-2 du Code Général des Impôts).

Selon le principe de transparence, l'administration fiscale considère que le porteur de parts est directement détenteur d'une fraction des instruments financiers et liquidités détenus par le FIA.

Le FIA ne proposant que des parts de capitalisation, la fiscalité applicable est en principe celle des plus-values sur valeurs mobilières du pays de résidence du porteur, suivant les règles appropriées à sa situation (personne physique, personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, autres cas). Les règles applicables aux porteurs résidents français sont fixées par le Code Général des Impôts.

D'une manière générale, les porteurs de parts du FIA sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal ou de leur chargé de clientèle habituel afin de déterminer les règles fiscales applicables à leur situation particulière. Cette analyse pourrait, selon le cas, leur être facturée par leur conseiller et ne saurait en aucun cas être prise en charge par le FIA ou la société de gestion.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

□ Codes ISIN:

Part A-EUR : FR0010392225
Part A-USD : FR0013358769
Part P-EUR : FR0013246741
Part P-USD : FR0013358777
Part P-GBP : FR0013401064
Part P-JPY : FR0014004FC1
Part P-CHF : FR0014004FD9
Part I-EUR : FR0012768836
Part I-USD : FR0013263472

□ **Classification :** Néant

□ **Objectif de gestion :**

Le FIA a pour objectif de rechercher sur la durée de placement recommandée, la performance annualisée indiquée ci-après en mettant en œuvre une stratégie de gestion totalement discrétionnaire, sans contraintes géographiques, ni sectorielles, fondée sur les anticipations de marché du gérant.

L'objectif du fonds est de réaliser une performance annualisée supérieure à l'EURO STR capitalisé (moyenne sur 12 mois glissants) + 300 points de base.

La gestion est déconnectée de tout indicateur de référence, toutefois la performance de chaque catégorie de parts pourra être comparée a posteriori à l'objectif propre à chaque catégorie de parts indiqué ci-avant.

□ **Indicateur de référence :**

Le caractère diversifié, flexible et totalement discrétionnaire du FIA rend inapplicable une comparaison a priori avec un indicateur de référence. Toutefois la performance du FIA pourra être comparée a posteriori à l'objectif propre à chaque catégorie de parts indiqué ci-avant dans la section « Objectif de gestion ».

L'indice EURO STR (Euro short-term rate) est le taux à court terme en euros qui reflète les coûts d'emprunt au jour le jour en euros non garantis par les banques de la zone euro. L'indice EURO STR est calculé sous la forme d'une moyenne de taux d'intérêt pondérée par le volume de transactions réalisées et il est publié par la Banque Centrale Européenne, disponible sur le site https://www.ecb.europa.eu/stats/financial_markets_and_interest_rates/euro_short-term_rate.

□ **Stratégie d'investissement :**

Afin de respecter l'éligibilité au P.E.A., VARENNE SELECTION est en permanence investi au minimum à 75% en titres et droits éligibles au P.E.A. : soit directement en actions et titres éligibles, soit indirectement par l'intermédiaire d'OPCVM ou de fonds d'investissement français ou européens éligibles au P.E.A. Les OPCVM ou fonds d'investissement choisis seront de type actions ou diversifié.

Le FIA a une stratégie de constitution d'un portefeuille d'actifs diversifiés. La stratégie mise en place est discrétionnaire.

Pour toutes les catégories d'actifs et d'opérations mentionnées ci-dessous, le FIA peut investir sans aucune contrainte sectorielle.

Le fonds gère des actifs financiers français ou étrangers de la zone euro et hors zone euro. Le résident français peut être exposé au risque de change.

Le fonds fait la promotion des caractéristiques environnementales et sociales conformément à l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR). Les informations relatives aux caractéristiques environnementales et sociales sont disponibles dans l'Annexe 1 ci-dessous.

S'agissant des parts A-USD, P-USD et I-USD, le gérant les couvrira de façon systématique et totale contre le risque de change EUR/USD, pour les parts P-JPY, le gérant les couvrira de façon systématique et totale contre le risque de change EUR/JPY, pour les parts P-CHF, le gérant les couvrira de façon systématique et totale contre le risque de change EUR/CHF et pour les parts P-GBP, le gérant les couvrira de façon systématique et totale contre le risque de change EUR/GBP.

La gestion du FIA repose sur l'utilisation de plusieurs moteurs de performance complémentaires :

Les Actions ;

La stratégie d'*Enterprise Picking* applique des techniques issues du non-coté pour construire un portefeuille concentré d'entreprises présentant à la fois un avantage concurrentiel durable et une forte décote à l'achat. Après avoir exclu les secteurs les plus risqués de la cote, comme ceux à fort risque technologique, les entreprises financières ou les cycliques, l'équipe de gestion exécute de façon hebdomadaire des *screenings* fondamentaux et comportementaux sur ses bases de données propriétaires.

La stratégie d'*Absolute short* vise à identifier des sociétés qui vont faire face à un "*capital event*" à horizon 18/24 mois, c'est-à-dire une recapitalisation, une restructuration du capital ou une liquidation.

Les dossiers sont ensuite analysés sans intermédiaire et, en plus d'une valorisation financière, une notation formelle de qualité économique est attribuée à chaque entreprise à la suite d'une due diligence approfondie. Le modèle de construction s'appuie sur cette double information pour générer la composition de portefeuille optimale.

Les Situations Spéciales

L'équipe de gestion se concentre exclusivement sur les positions sur fusions/acquisitions et restructurations de capital. Cette stratégie permet de réduire la corrélation du portefeuille aux indices et de fournir un rendement supplémentaire

au fonds, notamment en cas de marchés baissiers.

A l'aide d'un système d'information dédié, l'équipe détecte en temps réel toute nouvelle opération annoncée au niveau mondial et se concentre uniquement sur celles qui présentent le profil de rendement/risque le plus favorable.

Les couvertures macro

Une crise économique majeure peut entraîner tout actif risqué dans une baisse difficilement remédiable. La gestion utilise des instruments au profil rendement/risque asymétrique, comme les options, afin de protéger le portefeuille contre de telles éventualités. Les stratégies de couvertures macro constituent une protection en cas de scénario négatif sans réduire pour autant le degré d'exposition du portefeuille aux marchés.

Sur la partie instruments financiers à terme

Dans la limite d'une fois l'actif, le FIA pourra, dans le cadre de contrats à terme fermes ou conditionnels, de swaps et/ou de change à terme, intervenir sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, français et/ou étrangers. Le recours à de tels instruments se fera à des fins de couverture de risques (change, taux, actions...) et/ou d'exposition. La couverture du risque de change n'est pas systématique et dépend de l'analyse que fait le gestionnaire des perspectives sur les parités de change, les taux d'intérêt ou les marchés actions.

Par ailleurs et de manière plus annexe, le FIA aura recours à des opérations d'acquisition ou cession temporaire de titres (prêts-emprunts) ayant vocation à lui procurer un surplus de rendement. En outre, dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le FIA VARENNE SELECTION pourra recourir à des opérations de prise et de mise en pension de titres, mais également de dépôts et d'emprunts d'espèces

Sur la partie OPCVM, FIA et fonds d'investissement

La partie OPCVM, FIA et fonds d'investissement représente entre 0 et 10% de l'actif du FIA. Le FIA peut employer jusqu'à 10% de son actif en parts ou actions d'un même OPC.

Les OPCVM, FIA ou fonds d'investissement sélectionnés pourront être gérés par la société de gestion ou toute société extérieure.

Sur la partie taux

Le FIA sera investi entre 0 et 50% de son actif net en titres de créance et instruments du marché monétaire.

L'exposition en titres de créance et instruments du marché monétaire peut osciller entre 0 et 50% de l'actif du FIA.

Le gérant choisit de se positionner sur des produits de taux en fonction de ses anticipations sur la courbe des taux. L'investissement pourra se faire en valeurs du Trésor, fonds d'Etat à taux fixes ou à taux variables, en bons du Trésor négociables, en obligations sur le marché secondaire ou primaire, sous forme d'emprunts d'Etat ou d'emprunts privés.

Pour chaque titre de créance et instrument du marché monétaire utilisé, le gérant étudie chaque segment de la courbe des taux en fonction de ses anticipations sur le comportement des banques centrales et sur l'évolution de l'activité économique. Il regarde également, si la courbe des taux est cohérente avec l'environnement économique général et avec le niveau des autres actifs. Il détermine le point d'inflexion de la courbe et le bêta de chaque échéance. La courbe des obligations indexées lui donne les niveaux d'inflation anticipés.

Le gérant choisit en fonction de ces paramètres :

- La part en taux variable
- La durée de la partie taux fixe

Pour son exposition au risque de crédit, le gérant regarde d'abord l'état du marché du crédit dans son ensemble. Il étudie le niveau de l'ITRAXX global, puis le niveau des différents Fonds obligataires : financières, *corporates*, *high yield*. Il étudie également l'évolution et le niveau des *spreads* de *rating* et particulièrement la classe A contre BBB.

□ Actifs utilisés :

Actions

Le FIA sera investi entre 65% et 100% de son actif net en actions ou autres titres donnant accès au capital des émetteurs qui ont leur siège dans un pays de l'Union Européenne ou en dehors, notamment aux Etats-Unis.

L'exposition pourrait varier entre 65% et 200% de l'actif net du fonds. Les titres susceptibles d'être sélectionnés sont des valeurs de tout marché, de tout secteur et de toute taille de capitalisation.

Instruments dérivés

Le FIA pourra recourir à des instruments financiers à terme, dans le cadre de contrats fermes ou conditionnels, de swaps et/ou de change, en intervenant sur des marchés français ou étrangers, réglementés, organisés ou de gré à gré.

Dans ce cadre, le FIA pourra également recourir aux CFD (*Contracts For Difference*), qui permettent de participer de manière

synthétique aux fluctuations d'actions ou d'indices sans détention des actions ou des indices concernés, dans un souci d'optimisation des coûts de transactions boursières. La Société pourra également être amenée à intervenir sur les marchés des futures et des options (actions, indices, taux, change etc.) pour ajuster l'exposition des portefeuilles sur les différents marchés.

Instruments dérivés utilisés :

Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés ;
- Organisés ;
- De gré à gré.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action (tous types de capitalisations) ;
- Taux ;
- Change ;
- Crédit ;
- Indices ;
- Matières premières.

Nature des interventions (l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de Gestion) :

- Couverture ;
- Exposition ;
- Arbitrage.

Nature des instruments utilisés :

- Contrats à terme fermes (Forwards et Futures) ;
- Options ;
- Swaps et Contract for difference (CFD) ;
 - De devises, sur indices boursiers, de taux,
 - Contrats d'échange sur rendement global (Total Return SWAP), avec lesquels le gérant pourra conclure des swaps de deux combinaisons parmi les types suivants ;
 - Taux fixe,
 - Taux variable,
 - Performance liée, à la hausse comme à la baisse à une ou plusieurs devises, actions, indices boursiers, volatilité ou titres cotés, OPC ou fonds d'investissement,
 - Dividendes (nets ou bruts).
- Change à terme ;
- Dérivés de crédit ; Credit Default Swap.

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- Couverture générale du portefeuille, de certains risques, titres, etc. ;
- Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques ;
- Augmentation de l'exposition au marché.

La couverture du risque de change n'est pas systématique et dépend de l'analyse que fait le gestionnaire des perspectives sur les parités de change, les taux d'intérêt ou les marchés actions. Concernant les parts A-USD, P-USD et I-USD libellées en dollar, le gérant les couvrira systématiquement. Concernant les parts P-GBP libellées en livre sterling, les parts P-JPY libellées en JPY et les parts P-CHF libellées en franc suisse, le gérant les couvrira systématiquement. En vue de tendre vers une couverture systématique et totale, pour cette catégorie de part, le gérant aura recours à des instruments financiers à terme ; cette couverture sera assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur l'autre catégorie de part du FIA non couverte. Les instruments utilisés seront notamment des Futures, forwards ou options.

Le recours aux instruments dérivés peut générer une surexposition du FIA ne pouvant dépasser 100% de l'actif net et dans la limite d'un effet de levier maximum de 2.

Taux

Le FIA pourra investir en titres de créances et instruments du marché monétaire, valeurs du Trésor, fonds d'Etat à taux fixes ou à taux variables, bons du Trésor négociables, obligations françaises et internationales, EMTN et BMTN, en obligations sur le marché secondaire ou primaire, sous forme d'emprunts d'Etat ou d'emprunts privés.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement aux notations fournies par les agences de notation de crédit et privilégie sa propre analyse du risque de crédit pour évaluer la qualité de crédit des actifs et dans la sélection de titres à l'acquisition.

OPCVM, FIA et fonds d'investissement

Le FIA pourra investir entre 0 et 10% de son actif en titres d'OPCVM, FIA ou de fonds d'investissement de droit français.

VARENNE SELECTION pourra être amené à détenir des OPCVM ou FIA de droits français, des OPCVM européens et tout OPCVM, FIA ou fonds d'investissement éligible géré par la société de gestion dans la limite de 10% de l'actif du FIA.

Le FIA pourra investir jusqu'à 10% de son actif en parts ou actions d'un même OPC.

Fonds actions/diversifiés : Le FIA peut investir dans les OPCVM, FIA et fonds d'investissement investis sur les petites et moyennes valeurs (leur univers est généralement inférieur à 5 milliards d'euros), ceux investis sur les grandes valeurs (leur univers est généralement supérieur à 5 milliards d'euros), et également sur les OPCVM, FIA et fonds d'investissement sectoriels investis à l'international ou sur une zone géographique particulière : l'énergie, les matériaux de base, les valeurs industrielles, la consommation cyclique, la consommation non cyclique, la santé, la finance, les technologies de l'information, les services aux collectivités et les télécoms. En général, les fonds sélectionnés ne sont pas positionnés sur des actions de pays émergents mais de l'Europe et des Etats-Unis majoritairement.

Fonds obligataires : Le FIA peut investir dans des OPCVM FIA et fonds d'investissement, de taux essentiellement investis en titres libellés en euros, toutes classes d'instruments financiers confondus. La sélection porte alors sur des critères de solidité financière des émetteurs (toutes notations confondues) et sur des hypothèses d'évolution de taux.

Le FIA pourra investir dans des OPCVM, FIA et fonds d'investissement de taux investis sur des marchés de crédit (risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à son engagement en cas de défaillance) ou des pays émergents.

Fonds monétaires : Le gestionnaire peut être amené à investir dans des parts d'OPC monétaires essentiellement investis en titres court terme (maturité inférieure à 12 mois) libellés en euros, de taux investis sur les marchés monétaires de la zone euro.

Titres intégrant des dérivés :

Le FIA intervient sur des instruments financiers intégrant des dérivés avec des sous-jacents de nature action. Les instruments utilisés sont : warrants, BSA, certificats, ainsi que tous les supports de type obligataire auxquels sont attachés un droit de conversion ou de souscription comme les obligations convertibles, les obligations convertibles échangeables en actions nouvelles ou existantes et les obligations avec bons de souscription d'actions remboursables.

Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés ;
- Organisés ;
- De gré à gré.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action (tous types de capitalisations);
- Taux ;
- Change ;
- Crédit ;
- Indices ;
- Matières premières (via des indices uniquement et dans la limite de 10% de l'actif net) ;
- Volatilité / variance (dans la limite de 10% de l'actif net) ;
- Dividendes.

Nature des interventions (l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de Gestion) :

- Couverture ;
- Exposition ;
- Arbitrage.

Nature des instruments utilisés :

- Warrants ;
- Bons de souscriptions d'actions ;
- Obligations convertibles ;
- Obligations avec bons de souscription d'actions remboursables.

L'exposition en titres intégrant des dérivés ne pourra pas dépasser 20% de l'actif du FIA.

Dépôts : dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le FIA pourra avoir recours à des dépôts jusqu'à 100% de son actif.

Emprunts d'espèces : dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le FIA pourra avoir recours à des emprunts d'espèces à titre accessoire (jusqu'à 10%).

Opérations de financement de titres et contrat d'échange sur rendement global

A des fins de :

- Gestion de trésorerie,
- Couverture du risque action ou taux et
- Optimisation des revenus de l'OPC.

Le FIA pourra recourir à des contrats d'échange sur rendement global ainsi qu'à des opérations d'acquisition ou cession temporaire de titres et notamment à des opérations de prêts de titres et prises et mises en pension ; toutes ces opérations portant sur des sous-jacents de type action.

Le FIA veillera à être en mesure à tout moment de mettre fin aux opérations susmentionnées.

La proportion maximale ainsi que la proportion attendue d'actifs sous gestion pouvant faire l'objet de telles opérations ou contrats est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Type d'opérations	Prises en pensions	Mises en pensions	Prêts de titres	Emprunts de titres	Contrat d'échange sur rendement global
Proportion maximum de l'actif net	100%	100%	Inférieur à 10%	Néant	100%
Proportion attendue de l'actif net	Inférieur à 10%	Inférieur à 10%	Inférieur à 10%	Néant	Inférieur à 10%

Ces actifs sont conservés auprès du Dépositaire.

Des informations complémentaires sur la rémunération sont indiquées à la rubrique « frais et commissions » du prospectus.

Informations relatives aux garanties financières :

Dans le cadre de réalisation des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et les opérations d'acquisition/cession temporaire de titres, le FIA peut recevoir des actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire l'exposition du FIA au risque de contrepartie.

Les garanties financières reçues sont essentiellement constituées en espèces pour les transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré. Le risque de contrepartie dans des transactions sur instruments dérivés de gré à gré ne peut excéder 20% des actifs nets du FIA par contrepartie, pouvant être amenée à un niveau supérieur en cas de circonstances exceptionnelles et après accord du comité des risques, mais sans jamais excéder 50% (conformément à la réglementation.)

La sélection des contreparties avec lesquelles ces opérations sont passées permet de prévenir le risque de conflit d'intérêt lors du recours à ces opérations. Ces contreparties seront des Etablissements de crédit ayant leur siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne et avec une notation minimale de BBB- ou jugée équivalente par la société de gestion.

A cet égard, toute garantie financière reçue ou servant à réduire l'exposition au risque de contrepartie respectera les éléments suivants :

- Elle est donnée sous forme d'espèces
- Elle est détenue auprès du Dépositaire de l'OPC ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle, de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières
- Elles respecteront à tout moment, conformément à la réglementation en vigueur les critères en termes de liquidités, d'évaluation, de qualité de crédit des émetteurs, corrélation et diversification avec une exposition à un émetteur donné de maximum 20% de l'actif net du FIA.
- Les garanties financières en espèces seront placées en OPC monétaires court terme.

Il n'y a pas de politique de corrélation dans la mesure où le FIA recevra uniquement des espèces en garantie financière (collatéral). Les risques associés aux réinvestissements des espèces dépendent du type d'actifs ou du type d'opérations et peuvent consister en des risques de liquidité ou des risques de contrepartie.

Les risques associés aux opérations de financement sur titre, aux contrats financiers et à la gestion des garanties inhérentes sont décrits dans la section profil de risque.

Il n'y a pas de restrictions volontaires ou réglementaires.

□ Profil de risque :

VARENNE SELECTION est un Fonds Professionnel à Vocation Générale. A ce titre, il peut exister des risques liés à l'existence

de règles de dispersion des risques plus souples que sur les Fonds d'Investissement à Vocation Générale.

Les facteurs de risque exposés ci-dessous ne sont pas limitatifs. Il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de se forger sa propre opinion VARENNE CAPITAL PARTNERS, en s'entourant au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés. Les risques auxquels s'expose l'investisseur au titre d'un investissement dans le FIA sont les suivants :

- Risque lié à la gestion et l'allocation d'actifs discrétionnaires :
La performance du FIA dépend à la fois des sociétés choisies par le gérant et à la fois de l'allocation d'actifs faite par ce dernier. Il existe donc un risque que le gérant ne sélectionne pas les titres les plus performants et que l'allocation faite entre les différents marchés ne soit pas optimale.
- Risque actions :
Il s'agit du risque de baisse des actions ou indices auxquels le portefeuille est exposé. En période de baisse des marchés actions la valeur liquidative du FIA peut être amenée à baisser. L'investissement dans des petites et moyennes capitalisations peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du FIA plus importante et plus rapide. Par ailleurs, la performance du fonds dépendra également de l'évolution spécifique des prix des valeurs choisies par le gérant. Il existe un risque que ces évolutions s'éloignent significativement par rapport aux indices du marché et/ou que le gérant ne sélectionne pas les valeurs les plus performantes.
- Risque de change :
Le FIA peut être investi dans des instruments non libellés en euro. Le risque de change correspond au risque de perte en capital lorsqu'un investissement est réalisé dans une monnaie hors euro et que celle-ci se déprécie face à l'euro sur le marché des changes. A la seule discrétion du gérant, le risque de change peut être couvert en tout ou partie par le biais d'instruments dérivés. S'agissant des parts A-USD, P-USD, P-JPY, P-CHF, P-GBP et I-USD, le gérant les couvrira de façon systématique contre le risque de change de sa devise de dénomination. Le FIA pourra néanmoins présenter un risque de change résiduel (maximum 5% de l'actif de la part).
- Risque en capital :
Le FIA ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.
- Risque de taux :
Le FIA peut être investi, en tout ou partie, dans des titres de créance. Le risque de taux correspond à l'éventualité que l'évolution des taux d'intérêt soit défavorable et induise une perte sur la valeur des titres de créance faisant partie du portefeuille du fonds. Une hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse de la valeur en capital des obligations à taux fixe, donc une baisse de la valeur liquidative du fonds.
- Risque de crédit :
Le FIA peut être investi en obligations privées publiques, en instruments dérivés liés à un ou plusieurs émetteurs (CDS) et autre titre de créance. La présence éventuelle de titres de créance expose le FIA aux effets de la baisse de la qualité du crédit des émetteurs privés et publics (par exemple en cas de baisse de leur notation par les agences de notation financière). A titre d'exemple, l'émetteur d'un emprunt obligataire peut ne pas être en mesure de rembourser son emprunt et/ou de verser à la date contractuelle l'intérêt prévu, ce qui peut engendrer une baisse de la valeur des titres de créance du portefeuille et, par conséquent, une baisse de la valeur liquidative du fonds.
- Risque de concentration :
Les Fonds Professionnels à Vocation Générale ne sont pas soumis aux mêmes règles de dispersion des risques que les Fonds d'Investissement à Vocation Générale. En conséquence, certains investissements peuvent représenter une part importante du portefeuille et affecter sensiblement la performance du FIA. La valeur liquidative du FIA est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de cette composition du portefeuille.
- Risque de surexposition :
Le FIA peut avoir recours à des instruments financiers à terme (dérivés) afin de générer une surexposition et ainsi porter l'exposition du FIA au-delà de l'actif net. En fonction du sens des opérations du FIA, l'effet de la baisse (en cas d'achat d'exposition) ou de la hausse du sous-jacent du dérivé (en cas de vente d'exposition) peut être amplifié et ainsi accroître la baisse de la valeur liquidative du FIA.
- Risque lié aux investissements sur les marchés émergents (à titre accessoire) :
Les risques de marchés sont amplifiés par d'éventuels investissements dans les pays émergents. L'investissement sur les pays émergents comporte un degré de risque plus élevé en raison de la situation politique et économique de ces marchés qui peut affecter la valeur des investissements du FIA. Leurs conditions de fonctionnement et de surveillance peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. En outre, un investissement sur ces marchés peut impliquer des risques liés aux contreparties, à la volatilité de marché, au retard de règlement/livraison ainsi qu'à la liquidité pouvant être réduite sur certaines lignes composant le portefeuille du FIA.
- Risque de contrepartie :
Le FIA peut subir une perte en cas de défaillance d'une contrepartie avec laquelle ont été réalisées certaines opérations, y compris les opérations de cession et d'acquisition temporaire de titres et les dérivés négociés de gré à gré, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

- Risque lié à l'investissement dans des Instruments Financiers à Terme sur matières premières :
Le FIA peut être exposé aux variations de cours des matières premières par le biais d'instruments dérivés ayant pour sous-jacent un indice financier composé de matières premières. Il est à noter qu'une variation défavorable des marchés de matières premières ainsi que des conditions exogènes (conditions de stockage, conditions météorologiques, ...) pourraient entraîner une baisse de la valeur liquidative du FIA.
- Risques liés aux acquisitions et cessions temporaires de titres et à la gestion des garanties financières :
Les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres sont susceptibles de créer des risques pour le FIA tel que le risque de contrepartie défini ci-dessus. La gestion des garanties est susceptible de créer des risques pour le FIA tels les risques liés à la réutilisation des garanties en espèces (c'est-à-dire principalement le risque que le FIA ne puisse pas rembourser la contrepartie).
- Risque de durabilité :
Il représente le risque qu'un événement ou une situation à caractère environnemental, social ou de gouvernance se produise et ait une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un investissement et sur la valeur liquidative du FCP.
Les investissements du FCP sont exposés à des risques de durabilité qui représentent un risque important potentiel ou réel pour maximiser les rendements ajustés au risque à long terme.

□ **Description des principales conséquences juridiques de l'engagement contractuel pris à des fins d'investissement:**

Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FIA proportionnel au nombre de parts possédées.

□ **Garantie ou protection:** Néant

□ **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type:**

La souscription et l'acquisition de parts de Fonds Professionnels à Vocation Générale sont réservées aux investisseurs suivants

- 1° Aux investisseurs mentionnés au premier alinéa de l'article L.214-144 du code monétaire et financier ;
- 2° Aux investisseurs dont la souscription initiale est supérieure ou égale 100 000 euros ;
- 3° À tous autres investisseurs dès lors que la souscription ou l'acquisition est réalisée en leur nom et pour leur compte par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un service d'investissement de gestion de portefeuille, dans les conditions fixées au I de l'article L. 533-13 du code monétaire et financier et à l'article 314-60.
- 4° La part P-EUR est destinée à servir de support à des contrats d'assurance vie en unité de compte auprès des compagnies d'assurance ou aux professionnels de la gestion mobilière (gestion collective ou gestion privée)
- 5° La part S est destinée aux salariés de la Société de gestion

A l'exception de tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (ci-après « U.S. Person », tel que ce terme est défini par :

- *la réglementation américaine « Regulation S » dans le cadre de l'Act de 1933 adoptée par l'Autorité américaine de régulation des marchés (« Securities and Exchange Commission » ou « SEC »), sauf si (i) un enregistrement des parts était effectué ou (ii) une exemption était applicable (avec le consentement préalable du conseil d'administration de la société de gestion du FIA) (la définition des "US Person(s)" telle que définie par la SEC est disponible à l'adresse suivante : <http://www.sec.gov/rules/final/33-7505.htm>).*
- *la réglementation Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), définie par l'accord intergouvernemental signé entre la France et les Etats-Unis le 14 novembre 2013 (la définition des "U.S. Person(s)" telle que définie par FATCA est disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/files/usa_accord_fatca_14nov13.pdf)*

Le FIA n'est pas, et ne sera pas, enregistré en vertu de l'U.S. Investment Company Act de 1940. Toute revente ou cession de parts aux Etats-Unis d'Amérique ou à une « U.S. Person » peut constituer une violation de la loi américaine et requiert le consentement écrit préalable du conseil d'administration de la société de gestion du FIA.

L'offre de parts n'a pas été autorisée ou rejetée par la SEC, la commission spécialisée d'un Etat américain ou toute autre autorité régulatrice américaine, pas davantage que lesdites autorités ne se sont prononcées ou n'ont sanctionné les mérites de cette offre, ni l'exactitude ou le caractère adéquat des documents relatifs à cette offre.

Toute affirmation en ce sens est contraire à la loi.

Les personnes désirant acquérir ou souscrire des parts auront à certifier par écrit qu'elles ne sont pas des « U.S. Persons ».

Tout porteur doit informer immédiatement la société de gestion dans l'hypothèse où il deviendrait une « U.S. Persons ».

Tout porteur devenant « U.S. Persons » ne sera plus autorisé à acquérir de nouvelles parts. La société de gestion se réserve le droit de procéder au rachat forcé de toute part détenue, soit directement par une « U.S. Persons », soit par l'intermédiaire d'un Intermédiaire Non Eligible, ou encore si la détention des parts par quelque personne que ce soit est contraire à la loi ou aux

intérêts du FIA.

Sont des Intermédiaires Non Eligibles :

- Les Institutions Financières qui ne sont pas des Institutions financières participantes au sens de FATCA ;
- et les Entités Etrangères Non Financières Passives au sens de FATCA.

La définition de ces notions est disponible à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/files/usa_accord_fatca_14nov13.pdf.

Les Intermédiaires Non Eligibles ne peuvent être inscrits dans le registre du FIA ou dans le registre de l'agent de transfert.

Statut FATCA de l'OPC, tel que défini par l'accord intergouvernemental signé le 14 novembre 2013 entre la France et les Etats-Unis
Institution financière non déclarante française réputée conforme (annexe II, II, B de l'accord précité
http://www.economie.gouv.fr/files/usa_accord_fatca_14nov13.pdf

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FIA dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer vous devez tenir compte de votre patrimoine personnel, de vos besoins actuels et futurs mais également de votre souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est fortement recommandé aux souscripteurs de diversifier leurs investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce FIA.

La durée minimale de placement recommandée est de 5 ans.

❑ **Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables :**

Conformément aux dispositions réglementaires, le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables par un OPC sont constituées par :

- Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus
- Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs, n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1 et 2 peuvent être distribuées en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Affectation du résultat net des parts: capitalisation

Affectation des plus-values nettes réalisées des parts: capitalisation

- ❑ **Caractéristiques des parts :** Les parts sont décimalisables en millièmes de parts. Les parts A-EUR, P-EUR, I-EUR et S sont libellées en euro, les parts P-JPY sont libellées en yen, les parts P-CHF sont libellées en francs suisses, les parts P-GBP sont libellées en livre sterling et les parts A-USD, P-USD et I-USD sont libellées en dollar.

Conformément à la réglementation applicable, la Société de Gestion a mis en place une procédure de contrôle des ordres passés hors délai (late trading) ainsi qu'une procédure de contrôle sur les opérations d'arbitrages sur valeurs liquidatives market timing) afin de garantir un traitement équitable des investisseurs.

❑ **Modalités de souscription et de rachat :**

L'attention des porteurs de parts est attirée sur les conditions spécifiques de souscription et de rachat des parts du FIA.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés chez CACEIS Bank et doivent être reçus au plus tard avant 11h le jour d'établissement de la valeur liquidative. Ils sont exécutés sur la base de la prochaine valeur liquidative (cours inconnu).

1. La valeur liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours de fermeture de la bourse de Paris.
2. La valeur liquidative est publiée un jour ouvré après la date d'établissement de la valeur liquidative.
3. La date de règlement livraison des souscriptions-rachats est de J+3 ouvrés.

Les aller-retour (souscriptions et rachats sur un même nombre de titres, effectués le même jour et sur la même valeur liquidative et exonérés de commission) sont acceptés.

J	J	J : jour d'établissement de la VL	J+1 ouvré	J+3 ouvré	J+3 ouvré
---	---	-----------------------------------	-----------	-----------	-----------

Centralisation avant 11h des ordres de souscription ¹	Centralisation avant 11h des ordres de rachat ¹	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats
--	--	--	--------------------------------------	-----------------------------	-----------------------

¹Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier

En application de l'article L. 214-24-1 du Code Monétaire et Financier, le rachat par le FIA de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Adresse de l'organisme désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats par délégation de la société de gestion :

CACEIS Bank

Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri,
92120 Montrouge, France

Adresse Postale : 12 place des Etats
Unis, CS 40083- 92549 Montrouge
CEDEX

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique auxdits commercialisateurs vis-à-vis de CACEIS Bank.

En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS Bank.

Périodicité de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours de fermeture de la bourse de Paris.

□ Descriptif de plafonnement des rachats ou « gates » :

La société de gestion peut décider de ne pas exécuter l'ensemble des rachats sur une même valeur liquidative, lorsqu'un seuil objectivement préétabli par cette dernière est atteint sur une valeur liquidative.

Ce seuil s'entend, sur une même valeur liquidative, comme le rachat net toutes parts confondues divisé par l'actif net du FCP.

Pour déterminer le niveau de ce seuil, la société de gestion prendra notamment en compte les éléments suivants : (i) la périodicité de calcul de la valeur liquidative du FCP, (ii) l'orientation de gestion du FCP, (iii) et la liquidité des actifs que ce dernier détient.

Pour ce FCP, le plafonnement des rachats pourra être déclenché par la société de gestion lorsqu'un seuil de 5% de l'actif net est atteint.

Le seuil de déclenchement est identique pour toutes les catégories de part du FCP

Lorsque les demandes de rachat excèdent le seuil de déclenchement, et si les conditions de liquidité le permettent, la société de gestion peut décider d'honorer les demandes de rachat au-delà dudit seuil, et exécuter ainsi partiellement ou totalement les ordres qui pourraient être bloqués.

Les demandes de rachat non exécutées sur une valeur liquidative seront automatiquement reportées sur la prochaine date de centralisation.

La durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats est fixée à 20 valeurs liquidatives sur 3 mois.

Information des porteurs en cas de déclenchement du dispositif :

En cas d'activation du dispositif de plafonnement des rachats, les porteurs seront informés par tout moyen sur le site internet de la Société de Gestion (www.varennecapital.com).

De plus, les porteurs dont les demandes de rachat auraient été, partiellement ou totalement, non exécutées seront informés de façon particulière et dans les meilleurs délais après la date de centralisation par le centralisateur.

Traitement des ordres non exécutés :

Durant toute la durée d'application du dispositif de plafonnement des rachats, les ordres de rachat seront exécutés dans les mêmes proportions pour les porteurs du FCP ayant demandé un rachat sur une même valeur liquidative.

Les ordres ainsi reportés n'auront pas rang de priorité sur des demandes de rachat ultérieures.

Cas d'exonération :

Si l'ordre de rachat est immédiatement suivi d'une souscription du même investisseur d'un montant au moins égal et effectué

sur la même date de valeur liquidative, ce mécanisme ne sera pas appliqué au rachat considéré.
Des informations complémentaires sur le dispositif de « gates » figurent dans le règlement de l'OPC.

□ **Frais et Commissions :**

• **Commissions de souscription et de rachat :**

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FIA servent à compenser les frais supportés par le FIA pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au conseil, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème toutes parts
Commission de souscription non acquise au FIA	Valeur liquidative x nbre de parts	2% maximum
Commission de souscription acquise au FIA	Valeur liquidative x nbre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au FIA	Valeur liquidative x nbre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au FIA	Valeur liquidative x nbre de parts	Néant

• **Les frais de gestion :**

Les frais de gestion recouvrent tous les frais facturés directement au FIA, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- Des commissions de mouvement facturées au FIA,
- Des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FIA a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FIA.

	Frais facturés au FIA	Assiette	Taux Barème
1	Frais de gestion financière	Actif net	Parts A : 1.95% TTC Parts P : 1.35% TTC Parts I : 1.10% TTC Parts S : 0.50% TTC Taux maximum
	Frais de fonctionnement et autres services (ie CAC, dépositaire, distribution, avocats..)	Actif net	
2	Frais indirects maximum (Commissions et frais de souscription)	Actif net	1%

3	Commission de mouvement maximum par opération (perçue par le dépositaire (*))	Prélèvement fixe sur chaque transaction. Valeurs Mobilières et Produits Monétaires Zone Euro et Pays Matures Pays émergents Produits de Gré à Gré dits « simples » Produits de Gré à Gré dits « complexes » Dérivés compensés	0 à 120 EUR 0 à 200 EUR 0 à 50 EUR 0 à 150 EUR 0 à 150 EUR
4	Commission de surperformance (**)	Actif net	14.95% TTC de la performance positive de chaque catégorie de part au-delà de l'indice défini ci-dessous (**).

(*) Pour l'exercice de sa mission, le dépositaire agissant en sa qualité de conservateur du FIA applique une tarification fixe ou forfaitaire par opération selon la nature des titres, des marchés et des instruments financiers traités. Toute facturation supplémentaire payée à un intermédiaire est répercutée en totalité au FIA et est comptabilisée en frais de transaction en sus des commissions prélevées par le dépositaire.

(**) La commission de surperformance, applicable à toutes les catégories de parts à l'exception des parts S, est basée sur la comparaison entre l'actif valorisé du fonds et l'actif de référence.

L'actif valorisé du fonds s'entend comme la quote-part de l'actif, correspondant à une catégorie de part donnée, évalué selon les règles applicables aux actifs et après prise en compte de l'ensemble des frais facturés au FIA (à l'exception de la commission de surperformance) correspondant à ladite catégorie de part.

La commission de surperformance est calculée sur la base de la différence entre la Valeur liquidative de la catégorie de part concernée à la date de fin d'année (telle que définie ci-dessous) et les actifs de référence, c'est-à-dire le plus élevé entre (i) le High Water Mark (tel que défini ci-dessous) (i) la Valeur liquidative du premier jour ouvrable de l'année civile concernée (la « **Période de calcul** ») ajustée par la performance du taux Euro Short Term (€STR) capitalisé (Moyenne sur 12 mois glissants) + 300 points de base (avec un plancher à zéro) le « **Hurdle** », en enregistrant les mêmes mouvements de souscriptions et de rachats que le fonds, tels que :

- en cas de souscriptions : la provision éventuelle de la Commission de surperformance est retraitée en proportion ;
- en cas de rachats : le cas échéant, toute Commission de surperformance sur les catégories de parts concernées est définitivement acquise à la Société de gestion.

Si, pendant la période d'observation, la Valeur liquidative (avant déduction de la Commission de surperformance) est supérieure à celle de l'actif de référence défini ci-dessus, la Commission de surperformance ne dépassera pas 14,95% (« **Taux de Commission de Surperformance** ») de la différence entre ces deux actifs. Le Taux de Commission de Surperformance est un maximum qui peut être réduit à la discrétion de la Société de gestion, en tenant compte, entre autres, du niveau des taux d'intérêt. Dans ce cas, une telle réduction sera décidée avant le début de l'année fiscale et communiquée sur le site internet de la Société de gestion et sera incluse dans le rapport annuel et les rapports semestriels ainsi que dans les fiches d'information mensuelles. Le niveau effectif de la Commission de surperformance sera publié dans le rapport annuel et le rapport semestriel.

En cas de surperformance, une provision pour Commission de surperformance est constituée à chaque détermination de la Valeur liquidative.

En cas de sous-performance, le compte de provision est réajusté par une reprise de provision, plafonnée à hauteur de la dotation existante

La " **Période de performance** " pour le calcul de la Commission de surperformance est de cinq (5) ans sous réserve d'une éventuelle prolongation conformément au paragraphe suivant.

Pour chaque catégorie de parts, le " High Water Mark " est la valeur liquidative la plus élevée par part entre les dates de fin d'année auxquelles une commission de performance a été cristallisée et payée, au cours de la période de performance. Le High Water Mark est soumis à une réinitialisation conformément aux lignes directrices de l'ESMA sur la commission de performance après la période de performance (c'est-à-dire au minimum cinq (5) ans).

Si aucune commission de performance n'a été payée au cours de la période de performance, le High Water Mark est la valeur liquidative par part la plus élevée à toute date de fin d'année au cours de la période de performance, à condition que, aux fins de la réinitialisation du High Water Mark, ce dernier ne soit pas plus élevé que le High Water Mark précédent et que la période de performance soit prolongée jusqu'à ce qu'une réinitialisation puisse être appliquée. Veuillez vous référer à l'année 7 de l'exemple 4 ci-dessous pour un exemple de prolongation de la période de performance avant l'application de la réinitialisation du High Water Mark.

En utilisant deux actifs de référence différents (c'est-à-dire le High Water Mark ou le Hurdle) et en calculant la commission de performance sur la base du plus élevé d'entre eux, la Société de gestion s'assure que la commission de performance n'est cristallisée que si la valeur liquidative dépasse le Hurdle au cours de la Période de calcul concernée et sur la base de la performance absolue de la valeur liquidative au cours de la Période de performance.

Les frais de gestion variables éventuels sont prélevés annuellement et uniquement sur les catégories de parts ayant été actives sur l'année complète.

La fréquence de cristallisation est annuelle et la date de cristallisation correspond à la dernière date de la VL de l'année, sous réserve de la période minimale d'activation susmentionnée (la « Date de fin d'année »)

L'indice EURO STR (Euro short-term rate) est le taux à court terme en euros qui reflète les coûts d'emprunt au jour le jour en euros non garantis par les banques de la zone euro. L'indice EURO STR est calculé sous la forme d'une moyenne de taux d'intérêt pondérée par le volume de transactions réalisées et il est publié par la Banque Centrale Européenne, disponible sur le site https://www.ecb.europa.eu/stats/financial_markets_and_interest_rates/euro_short-term_rate.

Exemples de Calcul de Commission de surperformance

Exemple 1 :

- A = Prix de la part au début de la période calcul : 100
- B = Prix de la part à la fin de la période de calcul : 110
- HWM = High Water Mark : 105
- Hurdle 3,5% Valeur liquidative au début de la période d'observation ajustée du Hurdle est 103,5
- TCP = Taux de la Commission de surperformance : 14,95%
- AC = Nombre de parts en circulation : 1 000 000

La Performance du Fonds (PF) est de 10% = $((B-A)/A)*100 = ((110-100)/100)*100$

Pour que le paiement de la Commission de surperformance devienne exigible, deux conditions doivent être remplies :

- ✓ **1^{ère} condition:** la Valeur liquidative par part est supérieure au HWM :
 $B - HWM = 110 - 105 = 5$
- ✓ **2^e condition:** la Performance de la Valeur liquidative par part (PF) est supérieure au Hurdle
 $PF - Hurdle = 10\% - 3,5\% = 6,5\%$
- Si les deux conditions sont remplies, une Commission de surperformance est exigible (si une seule l'est, aucune Commission de surperformance n'est exigible). La Commission de surperformance est calculée sur la base du plus élevé des deux montants suivants : a) le HWM (105) et b) le Hurdle c'est-à-dire $A*(1+Hurdle)$ (103,5). La surperformance (SP) dans ce cas est donc égale à $B-HWM = 110-105 = 5$.
- Commission de surperformance totale : $TCP*AC*SP = 14,95\%*1\ 000\ 000*5$
- Commission de surperformance par action = $14,95\%*5$
- Le High Water Mark pour l'année suivante est maintenant de 110

Exemple 2:

- A = Prix de la part au début de la période de calcul: 100
- B = Prix de la part à la fin de la période de calcul : 105
- HWM = High Water Mark : 108
- Hurdle 3,5% Valeur liquidative au début de la période d'observation ajustée du Hurdle est 103,5
- TCP = Taux de la Commission de surperformance : 14,95%
- AC = Nombre d'actions en circulation : 1 000 000

La Performance du Fonds (PF) est de 5% = $((B-A)/A)*100 = ((105-100)/100)*100$

Pour que le paiement de la Commission de surperformance devienne exigible, deux conditions doivent être remplies :

- ✓ **1^{ère} condition:** la Valeur liquidative par part n'est pas supérieure au HWM :
 $B-HWM = 105 - 108 = -3$
- ✓ **2^e condition:** la Performance de la Valeur liquidative par part (PF) est supérieure au Hurdle
 $PF - Hurdle = 5\% - 3,5\% = 1,5\%$

- Toutes les conditions n'étant pas remplies, aucune Commission de surperformance n'est due
- La Période de performance est étendue d'un an
- Le High Water Mark pour l'année prochaine reste à 108

Exemple 3:

- A = Prix de la part au début de la période de calcul: 100
- B = Prix de la part à la fin de la période de calcul : 103
- HWM = High Water Mark : 102
- Hurdle 3,5% Valeur liquidative au début de la période d'observation ajustée du Hurdle est 103,5
- TCP = Taux de la Commission de surperformance : 14,95%
- AC = Nombre de parts en circulation : 1 000 000

La Performance du Fonds (PF) est de $3\% = ((B-A)/A)*100 = ((103-100)/100)*100$

Pour que le paiement de la Commission de surperformance devienne exigible, deux conditions doivent être remplies :

- ✓ **1^{ère} condition:** la Valeur liquidative par part est supérieure au HWM :

$$B - HWM = 103 - 102 = 1$$

- ✓ **2^e condition:** la Performance de la Valeur liquidative par part (PF) n'est pas supérieure au Hurdle

$$PF - Hurdle = 3\% - 3,5\% = -0,5\%$$

- Toutes les conditions n'étant pas remplies, aucune Commission de surperformance n'est due
- Le High Water Mark pour l'année prochaine reste à 102

Exemple 4

	Période de performance sans reset du HWM										
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11
VL au début de l'année	100 €	105,20 €	111,83 €	116,30 €	102,34 €	107,46 €	103,16 €	101,10 €	103,12 €	111,68 €	117,94 €
VL à la fin de l'année	105,20 €	111,83 €	116,30 €	102,34 €	107,46 €	103,16 €	101,10 €	103,12 €	111,68 €	117,94 €	120,00 €
Performance	5,20%	6,30%	4,00%	-12,00%	5,00%	-4,00%	-2,00%	2,00%	8,30%	5,61%	1,75%
High Water Mark (HWM)	100,00 €	100,00 €	111,83 €	111,83 €	111,83 €	111,83 €	111,83 €	111,83 €	107,46 €	111,68 €	117,94 €
VL de fin d'année supérieure au HWM	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Hurdle (1)	6,10%	5,70%	6,40%	6,30%	6,70%	5,80%	6,20%	5,90%	3,80%	5,40%	-1,00%
Performance du fonds vs Hurdle	-0,90%	0,60%	-2,40%	-18,30%	-1,70%	-9,80%	-8,20%	-3,90%	4,50%	0,21%	1,75%
VL du début de l'année ajustée Hurdle	N/A	111,20 €	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	107,04 €	117,71 €	117,94 €
Commission de Surperformance due	Non	Oui	Non (4)	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui (8)
Actif de référence (2)	N/A	Hurdle (3)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	HWM (7)	Hurdle	HWM
Reset du HWM	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	Oui (5)	Oui (6)	Oui	Oui	Oui

(1) Hurdle est Euro Short Term Rate (€STR) capitalisé (moyenne sur 12 mois glissants) + 300 points de base.

(2) L'actif de référence sert à calculer les commissions de surperformance, qui correspondent à la différence la plus élevée entre le HWM et la VL au début de l'année ajustée du Hurdle.

(3) Lorsque les deux conditions sont remplies, une commission de surperformance est due, et l'actif de référence est le plus élevé entre la VL au début de l'année ajustée du Hurdle et le HWM. Cette année, la VL du début de l'année ajustée du Hurdle est égal à 111,20€, et le HWM est égal à 100€, la commission de surperformance sera calculée en référence au Hurdle. Le taux de commission de performance (14,95%) est appliqué entre la VL à la fin de l'année et l'actif de référence (111,83-111,20= 0,63).

(4) Pour que le paiement de la commission de surperformance devienne exigible, les deux conditions doivent être remplies, dans ce cas, la VL à la fin de l'année est supérieure au HWM mais inférieure au Hurdle. Toutes les conditions ne sont pas remplies, la commission de surperformance n'est pas due.

(5) En l'absence de cristallisation de la commission de surperformance au cours de la période de performance, le HWM doit être réinitialisé. Étant donné que la VL de fin de l'année la plus élevée (116,30 €) au cours de la période de performance est supérieure au précédent HWM (111,83 €), la période de performance est prolongée d'un an.

(6) En l'absence de cristallisation de la commission de performance au cours de la période de performance, le HWM est réinitialisé. Étant donné que la VL de fin de l'année la plus élevée (107,46 €) au cours de la période de performance est inférieure au HWM précédent (111,83 €), le HWM est réinitialisé et fixé à 107,46 €.

(7) L'actif de référence est le plus élevé entre la VL au début de l'année ajustée du Hurdle et le HWM. Cette année, la VL au début de l'année ajustée du Hurdle est égale à 107,04€, et le HWM est égal à 107,46€, la commission de performance sera calculée en référence au HWM. Le taux de commission de performance (14,95%) est appliqué entre le cours de l'action à la fin de l'année et l'actif de référence (111,68-107,46= 4,22).

(8) Pour cette année, le Hurdle aurait dû être de -1% compte tenu de la valeur de l'Euro Short Term Rate (€STR) (moyenne sur 12 mois glissants) + 300 points de base, mais comme le Hurdle est fixé à 0%, la valeur sera de 0%, ce qui portera la performance du fonds par rapport au Hurdle à 1,75% au lieu de 2,75%. Les deux conditions étant remplies, la commission de performance est due en référence au HWM.

- **Informations complémentaires sur les acquisitions et cessions temporaire de titres**

Le produit résultant des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres est intégralement perçu par le fonds.

Les couts et frais opérationnels ne sont pas facturés au fonds, et sont intégralement pris en charge par la société de gestion. La société de gestion ne percevra aucune rémunération au titre de ces opérations et n'est par ailleurs liée à aucune tierce partie.

□ **Régime fiscal :**

Le fonds est éligible au Plan d'Epargne en Actions.

Le FIA en tant que tel n'est pas sujet à imposition. Toutefois, les porteurs de parts peuvent supporter des impositions du fait des revenus distribués par le FIA, le cas échéant, ou lorsqu'ils céderont les titres de celui-ci.

Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par le FIA ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le FIA dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement du FIA.

Avertissement : selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention des parts du FIA peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur du FIA. Certains revenus distribués par le FIA à des non-résidents en France sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source.

IV – INFORMATION D'ORDRE COMMERCIAL

Rachats et remboursements :

L'attention des porteurs de parts est attirée sur les conditions spécifiques de souscription et de rachat des parts du FIA.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés chez CACEIS Bank et doivent être reçus au plus tard avant 11h le jour d'établissement de la valeur liquidative. Ils sont exécutés sur la base de la prochaine valeur liquidative (cours inconnu).

1. La valeur liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours de fermeture de la bourse de Paris.
2. La valeur liquidative est publiée trois jours ouvrés après la date d'établissement de la valeur liquidative.
3. La date de règlement livraison des souscriptions-rachats est de J+3 ouvrés.

En application de l'article L. 214-24-1 du Code Monétaire et Financier, le rachat par le FIA de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Diffusion des informations relatives au FIA

Le prospectus complet du FIA, les derniers documents annuels, la composition des actifs, les documents « Politique de vote » et « Exercice des droits de vote » ainsi que la valeur liquidative sont disponibles au siège social de la Société et adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur :

VARENNE CAPITAL PARTNERS
42, avenue Montaigne
75008 Paris France

Prise en compte des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) :

En application des dispositions de l'article L.533-22-1 du Code monétaire et financier, l'information relative aux modalités de prise en compte des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance figure sur notre site internet : www.varennecapital.com

V – REGLES D'INVESTISSEMENT

Les actifs éligibles à l'actif d'un Fonds Professionnel à Vocation Générale (FPVG) sont décrits à l'article L214-24-55 du Code Monétaire et Financier.

Les ratios applicables au FIA sont ceux mentionnés aux articles R. 214-187 à R 214-193 et suivants du Code Monétaire et Financier.

VI – RISQUE GLOBAL

Le risque global du FIA est calculé selon la méthode de la Value at Risk absolue de type Monte Carlo avec un seuil de confiance à 99% et un horizon de 20 jours. Selon cette méthode, la limite réglementaire est fixée à 30% de l'actif net de l'OPC.

Le niveau de l'effet de levier indicatif moyen du FIA est de 4/5. Toutefois, le FIA aura la possibilité d'atteindre un niveau de levier plus élevé. Le niveau de levier indicatif du FIA est calculé comme la somme des nominaux des positions sur les contrats financiers utilisés

VII – REGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

Les valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé français ou étranger, sont évaluées au prix du marché. L'évaluation au prix du marché de référence est effectuée selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Ces modalités d'application sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

Le portefeuille du FIA est évalué lors de chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes, en cours de clôture.

Toutefois :

- Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou dont le cours a été corrigé, sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles ;
- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire. Les modalités d'application de ces règles sont fixées par la société de gestion. Elles sont mentionnées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les parts ou actions d'OPCVM ou de fonds d'investissement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue ;
- Les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation ;
- Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur, les modalités d'application étant arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociées sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées à la valeur de marché selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Elles sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les opérations à terme ferme ou conditionnel ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisées par la réglementation applicable aux FIA sont valorisées à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les comptes annuels du FIA sont présentés conformément aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur ;
- Les garanties financières reçues sont évaluées au prix du marché (mark-to-market). Les marges de variation quotidiennes sont calculées par différence entre l'évaluation au prix du marché des garanties constituées et l'évaluation au prix du marché des instruments collatéralisés.

Comptabilisation des revenus : les produits des placements à revenus fixes sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

Mécanisme du Swing Pricing

Les souscriptions et les rachats peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage.

Aux fins de préserver l'intérêt des porteurs présents dans l'OPC, la Société de Gestion peut décider d'appliquer un mécanisme

de Swing Pricing à l'OPC avec seuil de déclenchement.

Ainsi dès lors que le solde de souscriptions-rachats de toutes les parts confondues est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la Valeur Liquidative. Par conséquent, la Valeur Liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde des souscriptions-rachats est positif (et respectivement négatif) ; l'objectif est de limiter l'impact de ces souscriptions-rachats sur la Valeur Liquidative des porteurs présents dans le fonds.

Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total de l'OPC.

Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion, et ils sont revus a minima sur un rythme trimestriel.

En raison de l'application du Swing Pricing, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement des actifs détenus en portefeuille.

Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement.

VIII – POLITIQUE DE REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION

La société de gestion a mis en place une politique de rémunération ayant pour but de s'assurer une gestion saine des risques et de permettre un contrôle des comportements des membres du personnel en matière de risques.

Elle a pour ce faire identifié la population de collaborateurs concernée, définit un équilibre et des seuils appropriés entre la rémunération fixe et la composante variable, une règle d'étalement dans le temps de 50% de la composante variable et un conditionnement de ses versements futurs à la santé financière de la société.

Cette politique de rémunération est consultable sur le site de la société (www.varennecapital.com) et sur simple demande écrite à :

VARENNE CAPITAL PARTNERS
42 avenue Montaigne 75008 Paris – France

IX – INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES POUR LA SUISSE

□ Représentant en Suisse

Le représentant en Suisse est REYL & Cie SA, Rue du Rhône 4, 1204 Genève.

□ Service de paiement

Banque Cantonale de Genève, 17, quai de l'île, 1204 Genève, Tél. + 41 22 317 27 27, Fax: + 41 22 317 27 37.

□ Lieu de distribution des documents déterminants

Le prospectus et les documents « Informations clés pour l'investisseur » pour la Suisse, le règlement du FIA, ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant en Suisse.

□ Publications

Les publications concernant le placement collectif étranger ont lieu en Suisse sur la plateforme du site internet Fundinfo (www.fundinfo.com).

Les prix d'émission et de rachat, respectivement la valeur d'inventaire avec la mention « commissions non comprises » sont publiés lors de chaque émission et chaque rachat de parts sur la plateforme du site internet Fundinfo (www.fundinfo.com). Les prix sont publiés quotidiennement.

□ Paiement de rétrocessions et de rabais

Rétrocessions

La Société et ses mandataires peuvent octroyer des rétrocessions. Les rétrocessions sont considérées comme les paiements et autres avantages pécuniaires de la Société et de ses mandataires à des tiers admissibles pour l'activité de distribution d'Actions de fonds en et à partir de la Suisse. Par l'intermédiaire de ces paiements, la Société rétribue les tiers concernés pour toutes les activités liées, directement ou indirectement, à l'achat d'Actions par un investisseur (notamment, sans s'y limiter, la promotion et les campagnes de communication).

Dans le cas où un bénéficiaire de rétrocessions transmet ces rétrocessions aux investisseurs (entièrement ou partiellement), les rétrocessions ne doivent pas être considérées comme des rabais. Les bénéficiaires des rétrocessions garantissent une communication transparente. Ils informent d'eux-mêmes gratuitement les investisseurs du montant des rémunérations qu'ils pourraient recevoir pour la distribution. A la demande des investisseurs, ils communiquent les montants effectivement perçus pour la distribution des placements collectifs de capitaux détenus par les investisseurs concernés. La loi au domicile de la Société ne prévoit pas des règles supplémentaires aux règles Suisses concernant les rétrocessions (tel que définies ci-dessus) en Suisse.

Rabais

La Société et ses mandataires ne paient aucun rabais lors de la distribution en Suisse ou à partir de la Suisse pour réduire les frais et coûts revenants aux investisseurs et imputés à la Société. Il n'est donc pas nécessaire de savoir si, dans le pays de résidence de la Société, il existe un droit plus restrictif que le droit suisse concernant l'octroi de rabais en Suisse.

□ Lieu d'exécution et for

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège du représentant pour les parts distribuées en Suisse ou à partir de celle-ci.

X – INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES POUR LE ROYAUME-UNI

KB ASSOCIATES CONSULTING (UK) LLP a été désigné comme représentant Royaume-Uni (UK) par la Société pour fournir aux investisseurs au Royaume-Uni les services suivants :

1. Représentant au UK

KB ASSOCIATES CONSULTING (UK) LLP, 42 Brook Street, London W1K 5DB, UK permet la consultation gratuite ou fournit des copies en anglais des documents ci-dessous (gratuitement pour les (iii), (iv) et (v) et à coût raisonnable pour les autres) ;

- (i) Le règlement du fonds,
- (ii) Tout document additionnel au règlement,
- (iii) Le dernier prospectus du fonds (qui mentionne l'adresse du représentant au UK),
- (iv) Pour un OPC sous section 264, le DICI et
- (v) Le dernier rapport annuel et le dernier rapport semi-annuel du fonds.

2. les informations pour trouver

- (i) Les prix des parts, en anglais,
- (ii) La procédure pour racheter les parts et obtenir le paiement.

3. Réclamations

La procédure chez le représentant au UK pour toute personne désirant porter une réclamation sur le fonds et la faire transmettre à qui de droit.

Annexe 1

Modèle d'informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit: **Varenne Sélection** (le « Fonds »)

Identifiant d'entité juridique:
969500BI6XBGAXWVZH64

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Les **indicateurs de durabilité** évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable?

Oui

Non

Il réalisera un minimum d'**investissements durables** ayant un **objectif environnemental**: ___%

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il réalisera un minimum d'**investissements durables** ayant un **objectif social**: ___%

Il promeut des **caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de ___% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

La société de gestion intègre systématiquement l'identification et la mesure du risque de durabilité dans son processus d'investissement pour la poche *Long Equity - Enterprise Picking* en générant des scores ESG selon un modèle interne par le biais d'un examen de 40 facteurs, une analyse des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, parallèlement à une analyse financière conventionnelle.

La stratégie *Long Equity - Enterprise Picking* représente plus de 50% de l'actif du Fonds. En outre, le Fonds appliquera à la stratégie *Long Equity-Enterprise Picking* une politique d'exclusion qui prévoit l'exclusion des sociétés opérant dans des domaines tels que les armes controversées et nucléaires, la pornographie, le tabac ou qui sont jugées en violation des principes du Pacte mondial des Nations Unies, tels que couverts et évalués par le fournisseur de données du Fonds.

Enfin, la Société de gestion engagera les sociétés détenues par le Fonds dont le score ESG se situe dans le quintile inférieur afin de promouvoir un changement positif dans leur communication à propos de l'ESG et/ou leurs pratiques ESG.

Aucun indice de référence n'a été désigné dans le but d'atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce Fonds, mais à des fins de comparaison, la Société de gestion considère l'univers d'investissement.

- *Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?*

Les indicateurs de durabilité du Fonds pour le *Long Equity - Enterprise Picking* sont les suivants :

- Le score ESG moyen pondéré du Fonds et de l'univers d'investissement.
- Le nombre de positions du Fonds qui ne respectent pas les principes du Pacte mondial des Nations Unies (tels que couverts et traités par le fournisseur de données du Fonds).
- Le nombre de position du Fonds avec lesquelles la Société de gestion a un plan d'engagement formel.

- *Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?*

N/A

- *Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?*

N/A

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

N/A

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*
Description détaillée :

N/A

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Oui, de nombreux impacts négatifs que la Société de gestion considère comme importants sont intégrés dans le processus d'investissement pour être pris en compte, lorsque cela est possible et faisable. La Société de gestion a intégré dans ses processus des procédures de prise en compte de ces impacts par une combinaison d'exclusion, d'intégration et d'engagement fondés sur les critères ESG (le cas échéant). Les facteurs de durabilité pris en compte sont étroitement alignés, dans la plupart des cas, sur certains indicateurs d'impacts négatifs tels que les émissions de GES, l'intensité des GES, l'exposition à des entreprises du secteur des combustibles fossiles, les violations du Pacte mondial des Nations Unies et la diversité des sexes au sein du conseil d'administration

Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La stratégie d'investissement guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

La Société de gestion a déterminé une liste de facteurs ESG qui sont considérés comme importants pour les sociétés dans lesquelles le Fonds pourrait investir. Le poids accordé à ces facteurs et la manière dont la Société de gestion prend en compte les risques et les opportunités de ces facteurs ESG varient selon les secteurs/industries et ont un impact sur l'échelle de définition des scores internes (1 le plus mauvais - 5 le meilleur) qui est systématiquement utilisée pour attribuer les scores ESG internes. Les scores ESG globaux sont la moyenne pondérée des scores E, S et G pour les titres, en utilisant des pondérations qui peuvent varier selon le secteur/industrie.

Les scores ESG internes et les autres critères pertinents sont examinés au moins une fois par an, et les positions du Fonds sur *Long Equity - Enterprise Picking* sont examinées avant l'investissement pour vérifier leur conformité aux critères ESG du Fonds. En tant que tel, ce module d'analyse ESG dédié fait partie intégrante du processus d'analyse de pré-investissement : pour une entreprise donnée, un score ESG est attribué sur une échelle (1 le plus mauvais - 5 le meilleur) ; si le score ESG est inférieur à 3, l'entreprise n'est pas éligible à l'investissement, quelle que soit la qualité des autres modules d'analyse.

Vous trouverez ci-dessous les principaux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance que l'équipe d'investissement considère comme importants pour ses scores ESG internes.

Facteurs E	Facteurs S	Facteurs G
<ul style="list-style-type: none"> - Émissions de carbone - Possibilités de gestion de l'énergie et de l'eau - Gestion des déchets et des matières dangereuses - Impact sur la biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et sécurité des employés - Engagement des employés, diversité et inclusion - Droits de l'homme et relations communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance d'entreprise - Ethique des affaires - Transparence fiscale - Risque réglementaire

Le Fonds applique également une politique d'exclusion qui prévoit l'exclusion des sociétés opérant dans des domaines tels que les armes controversées et nucléaires, la pornographie, le tabac ou qui sont jugées en violation des principes du Pacte mondial des Nations Unies, tels que couverts et évalués par le fournisseur du Fonds.

La Société de gestion considère qu'il est essentiel d'être un investisseur actif pour le compte des fonds qu'elle gère et de participer à l'examen des questions environnementales, sociales et de gouvernance par le biais d'une politique de vote appropriée.

La Société de gestion engagera les entreprises du quintile inférieur du Fonds afin d'améliorer la communication à propos de l'ESG et/ou d'améliorer les pratiques ESG. L'engagement fait partie intégrante de notre processus de recherche fondamentale, fournissant un cadre de dialogue pour soutenir activement, influencer ou changer les pratiques ESG qui peuvent avoir un impact important sur la capacité d'une société à préserver ou à accroître sa valeur économique. En outre, la société de gestion participe à une action d'engagement mutualisée. Cela permet à la société de s'inscrire dans une démarche plus globale et plus large et de pousser à l'amélioration de la gouvernance dans un univers plus vaste que les seules entreprises présentes dans le Fonds.

- *Quels sont les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?*

Les critères contraignants utilisés pour sélectionner les investissements du Fonds comportent quatre éléments :

- Pour garantir la promotion des caractéristiques environnementales et sociales ainsi que de la bonne gouvernance, le score ESG global du portefeuille du Fonds sera supérieur à celui de l'univers d'investissement (score moyen) du Fonds.
- Toute société cible doit avoir un score ESG interne égal ou supérieur à 3.
- Aucun titre investi ne sera en infraction avec les principes du Pacte Mondial des Nations Unies (tels que couverts et traités par notre fournisseur).
- Il y aura un plan d'engagement formel pour chaque titre détenu dans le Fonds qui a un score ESG du quintile inférieur.

- *Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?*

N/A

Les pratiques de **bonne gouvernance** concernent des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel et le respect des obligations fiscales.

- *Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?*

Le Fonds veille à ce que les entreprises bénéficiaires des investissements suivent des pratiques de bonne gouvernance en s'assurant que les entreprises du Fonds sont en conformité avec le Pacte mondial des Nations Unies (tel que couvert et évalué par notre fournisseur) ; en engageant les entreprises du quintile inférieur du Fonds afin d'améliorer la communication à propos de l'ESG et/ou d'améliorer les pratiques ESG. L'analyse de l'entreprise avant investissement et tout au long de la période de détention comprend la prise en compte, sans s'y limiter, de la structure de gestion, des relations avec les employés, de la rémunération et de conformité fiscale.



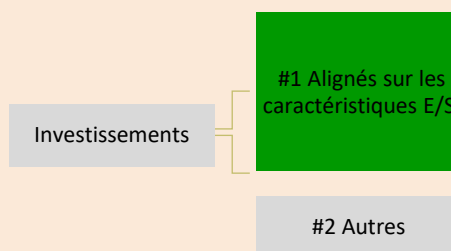
Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Le Fonds investira un minimum de 50% de ses actifs dans des titres alignés sur les caractéristiques environnementales et sociales (#1) promues par le Fonds. Le reste sera constitué par les autres stratégies du Fonds, telles que les situations spéciales, les contrats financiers, les espèces ou les équivalents d'espèces

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;
- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

- *Comment l'utilisation des produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?*

N/A

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solution de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleurs performances réalisables.



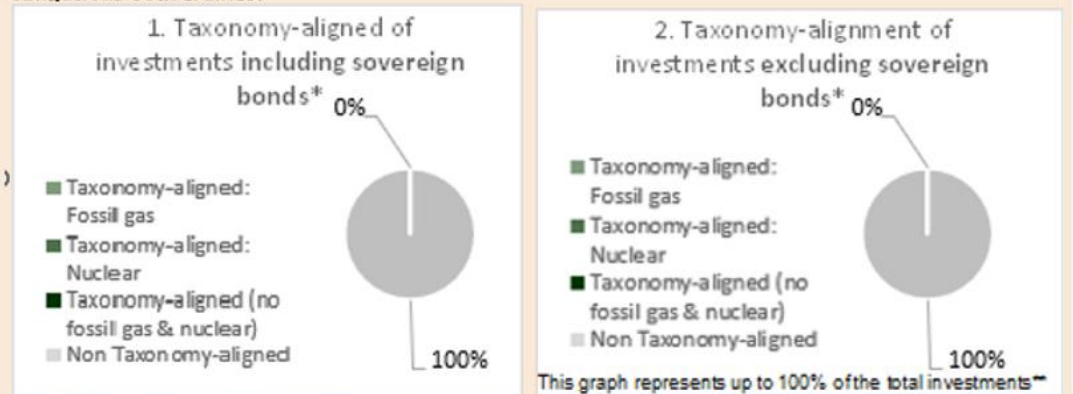
Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Le Fonds ne s'engage pas à réaliser des investissements durables. Par conséquent, le Fonds ne s'engage pas à réaliser un minimum d'investissements durables avec un objectif environnemental aligné sur la taxinomie de l'UE.

- Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE¹ ?

- Oui:
- Dans le gaz fossile
 - Dans l'énergie nucléaire
- Non


Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



- Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis sans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Le Fonds ne s'engage pas à une part minimale d'investissements durables avec un objectif environnemental aligné sur la taxonomie de l'UE, ni à une part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes.

 Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE.



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Fonds ne s'engage pas à une part minimale d'investissements durables avec un objectif environnemental aligné sur la taxonomie de l'UE, ni à une part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes.



Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?

N/A



Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Les autres investissements comprennent les autres stratégies du Fonds telles que les Situations spéciales, les Contrats financiers, les liquidités ou les équivalents de liquidités. En tant que tels, ils ne respectent pas de garanties environnementales ou sociales minimales.



Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?

No

- *Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?*

N/A

- *Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?*

N/A

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

- *En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?*

N/A

- *Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?*

N/A



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

[Documents ESG | Varenne Capital Partners](#)

Date de mise à jour du prospectus : 11/12/2023

TITRE 1 – ACTIF ET PARTS

Article 1 – Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FIA.

Les différentes catégories de parts pourront :

- Bénéficier de régimes différents de distribution des sommes distribuables ; (distribution ou capitalisation)
- Être libellées en devises différentes ;
- Supporter des frais de gestion différents ;
- Supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- Avoir une valeur nominale différente ;
- Être assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts du FIA ;
- Être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

La durée du fonds est de 99 ans à compter du 1er décembre 2006 sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Article 2 – Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FIA devient inférieur à 300 000 euros ; dans ce cas, et sauf si l'actif redevient entre temps supérieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du FIA concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 422-17 du règlement général de l'AMF (mutation du FIA).

Article 3 – Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte-émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivants celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Les aller-retour (souscriptions et rachats sur un même nombre de titres, effectués le même jour et sur la même valeur liquidative et exonérés de commission) sont acceptés.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit,

le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-24-41 du Code Monétaire et Financier, le rachat par le FIA de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

En application des articles L. 214-24-41 du Code Monétaire et Financier et 423-9-1 du règlement général de l'AMF, la société de gestion peut décider de plafonner les rachats quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs ou du public le commande.

Le dispositif pourra être déclenché par la société de gestion dès lors qu'un seuil (rachat net divisé par actif net) prédéfini dans le prospectus est atteint. Dans le cas où les conditions de liquidité le permettent, la société de gestion peut décider de ne pas déclencher le dispositif de plafonnement des rachats, et par conséquent d'honorer les rachats au-delà de ce seuil.

Les ordres de rachat non exécutés sur une valeur liquidative seront automatiquement reportés sur la prochaine date de centralisation.

Le FIA peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-24-41 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision du FIA ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Lorsque l'actif net du FIA est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Article 4 – Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- Les valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé français ou étranger, sont évaluées au prix du marché. L'évaluation au prix du marché de référence est effectuée selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Ces modalités d'application sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.
- Le portefeuille du FCP est évalué lors de chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes, en cours de clôture.

Toutefois :

- Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou dont le cours a été corrigé, sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles ;
- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire. Les modalités d'application de ces règles sont fixées par la société de gestion. Elles sont mentionnées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les parts ou actions d'OPCVM, FIA et fonds d'investissement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue ;
- Les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation ;
- Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur, les modalités d'application étant arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées à la valeur de marché selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Elles sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels ;
- Les opérations à terme ferme ou conditionnel ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisées par la réglementation applicable aux FIA sont valorisées à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels ;

Les comptes annuels du FIA sont présentés conformément aux règles comptables prescrites par la réglementation en

vigueur, et notamment au plan comptable des FIA prévu par l'arrêté du 21 juin 2005 du Ministère de l'Economie.

Comptabilisation des revenus :

- Les produits des placements à revenus fixes sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

TITRE 2 – FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 – La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion peut prendre toute décision pour changer la stratégie d'investissement ou la politique d'investissement du FIA, dans l'intérêt des porteurs et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces modifications peuvent être soumises à l'agrément de l'Autorité des marchés financiers.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis – Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FIA ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus. La partie investie en actions ou parts d'OPCVM, FIA et fonds d'investissement représente entre 0% et 10% de l'actif du fonds.

Article 5 ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation

Les parts ne font pas l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur.

Article 6 – Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 7 – Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par le conseil d'administration de la société de gestion.

Il certifie la sincérité et la régularité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant le FIA dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation. Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 – Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du FIA.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3 – MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9- Modalités d'affectation des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds (et/ou de chaque compartiment) majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables par un OPC sont constituées par :

- Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus
- Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs, n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1 et 2 peuvent être distribuées en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Les modalités d'affectation des sommes distribuables sont précisées dans le prospectus

TITRE 4 – FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 – Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPC qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 – Dissolution - Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion ou le liquidateur désigné, après accord, est chargé(e) des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 – Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Date de mise à jour du règlement : 10/01/2024